

Promesses non tenues

Qu'est-il arrivé au « développement » dans le cycle de Doha de l'OMC ?

Le programme de Doha pour le développement visait à rééquilibrer des décennies de règles de concurrence déloyales dans l'agriculture et à répondre aux besoins des pays en développement. Au lieu de cela, les négociations ont trahi cette promesse. Ce programme commercial est devenu une négociation d'accès au marché dans lequel les pays en développement doivent faire des concessions disproportionnées, pour ne recevoir en retour que les pâles promesses des avantages de la libéralisation. La crise économique est l'opportunité, et même l'impératif, d'une véritable réforme.

Résumé

Le multilatéralisme est essentiel à l'effort mondial de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Tous les pays peuvent bénéficier de la stabilité et de la confiance qu'offrent les règles du commerce mondial. Les pays en développement sont en droit d'en bénéficier le plus, car ils n'ont pas le pouvoir économique et politique nécessaires pour atteindre leurs objectifs en dehors d'un tel système.

Le programme de Doha de l'Organisation mondiale du commerce a été lancé peu après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et a répondu, en partie, à la reconnaissance de la nécessité de réformer les politiques qui ont conduit à l'exclusion économique et sociale. Les membres de l'OMC ont pris pour guide l'Agenda de Doha pour le développement (ADD) pour mener les négociations et stimuler le commerce mondial dans le but d'améliorer le développement.

Depuis, beaucoup de choses ont changé dans l'économie mondiale. Nous sommes au milieu d'une crise économique mondiale sans précédent. La crise financière a mis en évidence les dangers de la libéralisation débridée et a terrassé de grandes multinationales dans une réaction en chaîne à l'échelle mondiale. Par suite, de nombreux pays en développement en ont payé le prix car ils sont moins en mesure de faire face à la crise. La crise alimentaire, avec sa montée en flèche des prix, n'a pas réussi à apporter des avantages aux producteurs des pays pauvres et a même provoqué de graves pénuries dans de nombreux domaines. Les menaces du changement climatique sont déjà en train de devenir une réalité dans de nombreuses parties du monde, en particulier les plus pauvres, bien qu'elles soient les moins responsables et les moins équipées pour y faire face.

Avec de tels impératifs de renforcement du système commercial multilatéral, pourquoi huit années se sont-elles écoulées sans qu'aucun accord ne soit en vue?

L'origine de cette impasse date des premiers jours de négociations et s'est renforcée tout au long du cycle de Doha. Dès le début, les intérêts des pays développés et ceux des pays en développement s'affrontèrent pour savoir si l'accent devait être mis sur l'accès aux marchés ou sur le développement. Les pays développés voulaient un programme axé sur des secteurs spécifiques qui donneraient un meilleur accès au marché aux pays en développement, tandis que ces derniers insistaient sur le fait qu'avec le lourd fardeau de la mise en œuvre de l'Uruguay Round, ils n'étaient intéressés que par un programme centré sur le développement.

Doha mit au point un programme centré sur le développement et les pays en développement attendent des pays riches qu'ils tiennent leurs promesses. Cela signifie le rééquilibrage de décennies de règles de concurrence déloyale dans l'agriculture et la réparation des torts causés par les précédents cycles de négociations commerciales en veillant à ce que les « traitements spéciaux et différenciés » soient réellement appliqués dans tous les domaines de négociation. Cela signifie également une réforme substantielle des politiques agricoles des pays riches pour mettre fin au dumping et aux subventions qui faussent les échanges commerciaux, ainsi qu'un espace politique suffisant pour que les pays en développement puissent protéger les agriculteurs vulnérables et promouvoir de nouvelles industries manufacturières et de services. L'accès aux marchés des pays riches n'en sera que plus aisé pour leurs agriculteurs et leurs industries.

Huit ans plus tard, cependant, les pays développés ont gagné la partie. Le cycle de Doha est un cycle d'accès au marché dont tous les domaines de négociation – de l'accès aux marchés agricoles et non agricoles aux services, à la propriété intellectuelle et à d'autres domaines – servent les intérêts des pays développés. Le processus de négociation est devenu lui-même plus partial, les séances de délibération en comités restreints et principalement dirigées par des pays développés étant devenues le *modus operandi* de ce système foncièrement antidémocratique.

Dans le même temps, les pays développés ont mené avec les pays en développement des négociations d'accords bilatéraux et régionaux de libre-échange de plus en plus nombreuses qui placent des restrictions sévères sur les mesures dont ces pays en développement ont besoin pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Ces accords comportent des règles qui dépassent de loin ce qui pourrait se négocier à l'OMC et qui finissent par saper le système commercial multilatéral.

Jusqu'à présent, Doha a trahi sa promesse de développement. Les engagements initiaux de mettre fin aux subventions qui faussent le commerce agricole ont été relégués à la périphérie et cohabitent avec des propositions qui maintiennent le statu quo tout en permettant, dans certains cas, d'amplifier cette distorsion. Les derniers projets de négociations donnent aux pays riches l'occasion de profiter de certains vides légaux en utilisant des manipulations trompeuses qui leur permettent de conserver leurs niveaux de dépenses actuels. Dans le même temps, le traitement spécial et différencié a été complètement dévoyé, les pays riches disposant de toutes les libertés tout en

empêchant les pays en développement de se protéger suffisamment du dumping et de l'augmentation des importations. En outre, les pays en développement ont de plus en plus de difficulté à lutter contre les réductions des tarifs douaniers, bien que ces derniers aient un impact important sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance ruraux.

Dans les négociations sur les produits industriels, l'engagement à fournir une « réciprocité moins que totale » pour les pays en développement s'est inversé. Des textes de négociation ont demandé que les pays en développement réduisent leurs tarifs douaniers – ainsi que les taux déjà appliqués – et qu'ils éliminent même, dans certains cas, tout droit de douane. Pourtant, dans le même temps, les pays développés se sont empressés de sauver leurs secteurs industriels stratégiques au moyen de subventions contenues dans des séries de mesures de stimulation économique qui renforcent leur propre avantage sur le marché.

Dans une évaluation globale, Oxfam donne à ce cycle une mauvaise note par le biais de sa « Fiche d'évaluation du développement » qui évalue une sélection de domaines clés des négociations en fonction de la façon dont les propositions les plus récentes respectent le mandat de développement de l'ADD.

En pleine crise économique mondiale, ce résultat, fruit d'un cycle de développement qui a commencé il y a huit ans, est insoutenable. Il est temps maintenant de repenser le cadre des négociations. La crise qui a le plus ébranlé l'économie mondiale et son architecture financière depuis que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce a été créé il y a plus de soixante ans – une crise qui a commencé dans les pays riches mais qui ravage principalement les pays en développement – devrait inciter à une remise en cause radicale. Le moment est venu pour les membres de l'OMC de reconnaître que la crise actuelle offre l'occasion d'aborder d'urgence les besoins de développement et de changer le cours des négociations, comme ils l'ont fait il y a près de huit ans à Doha.

Afin de remettre Doha sur les rails du développement, Oxfam recommande que les membres de l'OMC agissent pour :

- Améliorer le processus des négociations afin de rendre ces dernières plus transparentes et plus compréhensives ;
- Assurer un traitement spécial et différencié aux pays en développement par l'intermédiaire d'engagements moins pleinement réciproques, d'une flexibilité plus efficace et d'un espace de politiques appropriées pour promouvoir le développement de l'agriculture, de l'industrie et des services ;
- Promouvoir le développement en permettant la réalisation de droits tels que le droit à l'alimentation en veillant à ce que les règles commerciales répondent avant tout aux besoins des personnes les plus vulnérables ;
- Réaliser un audit pour évaluer les propositions actuelles par rapport au mandat de Doha afin de permettre aux membres d'évaluer ces

propositions en fonction de leur impact sur le développement et de tracer la voie à suivre pour atteindre les résultats escomptés ;

- Renforcer l'OMC en tant qu'institution afin d'accroître la confiance dans sa capacité à établir des règles de commerce équitable pour les pays en développement.

En ces temps de bouleversements profonds, le cycle de Doha doit tenir ses promesses en matière de développement et ne peut se permettre un nouvel échec.

© Oxfam International juillet 2009

Ce document a été rédigé par Joy Kategekwa. Oxfam remercie Javier Perez, Stephanie Burgos, Romain Benichio et Isabel Mazzei pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



Oxfam International www.oxfam.org

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam America (www.oxfamamerica.org); Oxfam Australia (www.oxfam.org.au); Oxfam-in-Belgium (www.oxfamsol.be); Oxfam Canada (www.oxfam.ca); Oxfam France - Agir ici (www.oxfamfrance.org); Oxfam German (www.oxfam.de); Oxfam GB (www.oxfam.org.uk); Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk); Intermon Oxfam (www.intermonoxfam.org); Oxfam Ireland (www.oxfamireland.org); Oxfam New Zealand (www.oxfam.org.nz); Oxfam Novib (www.oxfamnovib.nl); Oxfam Quebec (www.oxfam.qc.ca)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une affiliation complète :

Fundación Rostros y Voces (México) (www.rostrosyvoces.org)

Oxfam Japan (www.oxfam.jp); Oxfam India (www.oxfamindia.org)

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie) Email :
ucodep-oi@oxfaminternational.org

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter par téléphone ou par écrit l'une de ces agences, ou visitez www.oxfam.org.

Courriel : advocacy@oxfaminternational.org